

Lutte contre l'antisémitisme : la politique de la chaise vide

2012 : En 2012 une manifestation antiraciste de masse a eu lieu à Paris suite à la tuerie antisémite commise par Mohamed Merah à Toulouse. Parmi les signataires de l'appel à manifester se trouvaient nos principaux amis (MRAP, LDH, PCF, EELV, CGT, Sud Solidaires, UAVJ, UJRE) et nos principaux adversaires (CRIF, Consistoire, LICRA, UEJF, FSJU, BNVCA). À l'époque, le Bureau national de l'UJFP a hésité jusqu'à la dernière minute de savoir s'il appelait à cette manifestation et s'il invitait nos adhérents à y participer. À la veille de l'événement une ultime réunion du BN a tranché, au bout des lèvres, que oui, nos adhérents peuvent y participer à qualité. Avec cette ultime nouvelle, timidement annoncée à nos adhérents à moins de 24 heures de la manif, nous étions quelques-uns avec nos badges (invisibles dans la foule), sans aucune banderole, à distribuer quelques tracts sur papier à tête de l'UJFP, avant que les organisateurs - des cadres du FSJU - nous ont empêché de continuer la diffusion. Une occasion historique manquée !

2018 : Six ans plus tard, l'UJFP était enfin présente en bonne et due forme à la manifestation parisienne suite au meurtre antisémite de Murielle Knoll. Cette fois-ci nous étions présents aux côtés de nos amis de la gauche (juive et non-juive) et de nos adversaires de droite (juive et non juive). Le service d'ordre du petit cortège du Front national était assuré par des fachos juifs (la LDJ), vite obligé à décamper suite à la colère de la foule. Les manifestants ont également conspué la délégation du CRIF qui n'avait pas interdit au FN de participer à la manif. Encore une fois, il s'agissait d'une occasion historique et cette fois-ci l'UJFP était présente. Que Dieu soit loué !

Février 2021 : Près d'une décennie après la manif de 2012, un important rassemblement à la mémoire d'Ilan Halimi a été organisé à Paris le 14 février 2021 à l'occasion du 15^{ème} anniversaire de sa mort. Ilan a été assassiné dans des conditions atroces dans un des crimes antisémites les plus graves de ces dernières années, qui a ému l'opinion en France.

Dans l'appel pour ce rassemblement on a pu lire : « Les actes antisémites et les violences racistes sont en augmentation, ici et ailleurs dans le monde (...) La mort tragique d'Ilan Halimi nous oblige à une détermination sans faille contre l'antisémitisme et contre toute forme de racisme (...) Nous appelons, en sa mémoire, ainsi qu'à celle de toutes les victimes de crimes antisémites et racistes, à un rassemblement ». Ce texte était parfaitement signable par l'UJFP. Et pourtant, contrairement à tous nos partenaires habituels (PCF, FI, NPA, Ensemble, UCL, UAVJ, UJRE, CGT, Etudiant-e-s Solidaires, LDH, MRAP, Comité Adama Traoré), l'UJFP ne l'a pas signé. Et n'a donc pas été présente au rassemblement avec notre banderole antiraciste, n'a pas pu prendre la parole à la tribune (un privilège réservé aux signataires, comme veut la pratique courante pour les manifestations de ce genre) et n'a même pas pu arborer les drapeaux de l'UJFP. Ces derniers n'ont pas été interdits par les organisateurs mais par... la Coordination nationale de notre association.

Pourquoi la Coordination nationale n'a pas voulu signer l'appel ? Parce que cette initiative n'a pas été prise par nous mais par un de nos rivaux dans la gauche juive, qui ne nous apprécie pas, en l'occurrence les JJR (Juives de Juifs Révolutionnaires). Cette organisation a fait preuve de sectarisme à notre égard, évitant soigneusement de nous inviter à s'associer à l'événement. Alors la direction de l'UJFP a répliqué avec autant de sectarisme et refusant d'y aller. Le tout

sous fond de divergences réelles dans nos conceptions respectives de l'antisémitisme et comment le combattre. Mais cela peut très bien être expliqué dans une confrontation d'idées, dans des communiqués, dans la rue, dans des manifs, dans des rassemblements et sur des tribunes. Mais la Coordination nationale avait décidé autrement. Dans sa magnanimité, la Coordination nationale a autorisé les adhérents qui voulaient bien s'y rendre d'être présents au rassemblement, mais discrètement, en portant uniquement des badges de l'association. Et avec l'autorisation de diffuser discrètement notre communiqué, sorti la veille, si cela ne serait pas perçu comme une provocation par les organisateurs, compte tenu de l'absence de notre signature sur l'appel et compte tenu de notre absence à la tribune. Nous étions aussi invisibles que ridicules. La Coordination nationale avait donc décidé que l'UJFP brillerait par son absence. La présence physique de quelques-uns de nos militants sur les lieux n'a pas pu changer la donne.

Dans la semaine précédant ce rassemblement le calendrier d'activités sur le site de l'UJFP n'a pas annoncé la tenue de cette action. Et pourtant notre site publie souvent des annonces pour des activités qui ne sont pas initiées par l'UJFP et dans lesquelles l'UJFP ne joue aucun rôle. Compte tenu de l'importance de l'événement, compte tenu du thème traité (l'antisémitisme) et compte tenu de la participation de la quasi-totalité de nos partenaires, le fait que notre site ne l'a pas annoncé était une lacune béante. Le fait que l'UJFP n'a pas signé l'appel – et la *raison* pour laquelle elle ne l'a pas signé – ne constituaient pas des justifications suffisantes pour ne pas avoir annoncé cette initiative sur le calendrier de notre site. Nos adhérents, nos partenaires, nos amis et nos adversaires nous ont tenu comptables pour ce choix. L'analyse politique que l'UJFP avait développée dans son tract pour expliquer (implicitement) son absence au rassemblement n'a pas été lisible pour tout le monde. Notre refus de signer l'appel et notre refus d'annoncer la tenue du rassemblement sur notre site nous a été reproché. Nos détracteurs (amis et adversaires) avaient raison dans leurs reproches. Certains adhérents ont même démissionné de l'association dans la foulée.

Mars 2021 : Toujours en début de l'année 2021 la gauche a organisé un autre rassemblement commémoratif contre l'antisémitisme, à Toulouse cette fois-ci. Tenu le 20 mars, c'était à l'occasion du neuvième anniversaire du massacre perpétré par Mohamed Mirah à l'école Ozar Hatorah dans la Ville Rose. Encore une fois, le texte de l'appel était parfaitement signable : « Nous appelons, en la mémoire de Gabriel, Arié, Myriam et Jonathan ainsi qu'à celle de toutes les victimes de crimes antisémites et racistes, un rassemblement... ». Cette fois-ci l'UJFP avait eu la présence d'esprit de le signer et d'être physiquement présent au rassemblement avec drapeau, badges et tracts. Comme à la commémoration parisienne pour Ilan Halimi, l'appel était émis par une vingtaine d'associations, de syndicats et de partis de gauche, tous nos partenaires habituels (dont le Collectif Palestine Vaincra, LDH, MRAP, Mouvement de la Paix, Attac, FSU, Solidaires). Mais la Coordination nationale a de nouveau gâché la sauce avec un communiqué au vitriole, tirant sur les antisémites mais aussi... sur la gauche ! Nos militants ont été interpellés sur place au sujet de ce texte, également critiqué dans nos rangs, y compris par deux anciens présidents de l'UJFP.

Dans ce communiqué de discord – encore une fois d’un ton « donneurs de leçons » – on dit que l’UJFP continuera « à dénoncer tous les pompiers pyromanes qui cherchent à l’allumer [l’antisémitisme] pour mieux éteindre la cause palestinienne. Si l’on y réfléchit, ce type de commémoration, même à gauche, ne permet pas à des militants palestiniens d’être présents ». Cette dernière affirmation a fait scandale car elle est accusatrice. Et pourtant, les organisations de gauche signataires de l’appel (Ensemble, FA, NPA, PG, UCL, Génération.s) n’ont rien fait et n’ont rien dit pour exclure des militants palestiniens de cette commémoration, surtout que le Collectif Palestine Vaincra était un des signataires. Ce collectif a su publier un communiqué meilleur que le nôtre. Le communiqué du collectif s’est contenté de dénoncer nos ennemis, pas nos amis.

On dirait que la Coordination nationale essaie de prouver qu’elle est mieux informée, plus intelligente, plus clairvoyante, plus perspicace que les autres et c’est grâce à notre supériorité intellectuelle que nous pouvons guider l’avant-garde – y compris d’extrême gauche – dans notre lutte commune contre le racisme et le colonialisme. En ce faisant, la Coordination nationale est en train de ridiculiser l’UJFP et mettre nos meilleurs alliés sur le dos. Le CRIF doit se frotter les mains.

Avril 2021 : La Cour de Cassation a confirmé l’arrêt de la Cour d’Assises à l’effet qu’il n’y aura pas de procès pour l’assassin de Sarah Halimi. D’un lourd passé psychiatrique, cette personne a subi une bouffée délirante aigue, aggravée par la prise de stupéfiants. Ses troubles psychiques ont aboli son discernement au moment de passer à l’acte. Il a donc été jugé pénalement irresponsable, ce qui était conforme au droit. Mais pour protester contre cette décision de justice des associations juives – le CRIF en tête – ont appelé pour des manifestations dans plusieurs villes de France le 25 avril. Contrairement aux autres manifestations du genre, les organisateurs n’ont pas émis la consigne qu’aucun drapeau national ne soit brandi, qui dénaturerait le sens de la manifestation. Bien au contraire, les manifs du 25 avril étaient parsemées de drapeaux israéliens, des drapeaux du Bétar et de ceux de la LDJ. Qui plus est, les organisateurs n’ont pas ajouté comme mot d’ordre la lutte contre d’autres formes de racisme : seul l’antisémitisme était à l’affiche. L’UJFP n’était pas présente à ces manifestations et elle a bien fait de ne pas l’être. C’est important de distinguer entre des manifestations de gauche, véritablement antiracistes, et celles de droite, qui ne le sont pas. Puis de bien identifier les manifestations qui se veulent larges – sans coloration politique particulière – mais où la configuration nous permet de participer et celles où la configuration ne nous permet de le faire. Cette fois-ci l’UJFP avait visé juste.

Septembre 2021 : De nouveau, la Coordination nationale de l’UJFP a fait une valse-hésitation pour savoir si nous pouvions participer à un autre rassemblement contre l’antisémitisme (et d’autres formes de racisme, c’est important à souligner). Cette fois-ci c’était organisé à Paris devant la Mairie du 4^{ème} arrondissement (le quartier juif historique du Marais) par le RAAR (Réseau d’Action contre l’Antisémitisme et tous les Racismes). Les JJR en font partis. Comme en février, le texte de l’appel était correct, tout à fait signable : « Nous souhaitons ainsi alerter les organisations syndicales, associatives, politiques qui se réclament du progrès social sur le

fait qu'il n'est pas possible de rester passifs face à des manifestations où l'antisémitisme s'exprime de manière récurrente. Nous devons faire front ensemble contre le danger antisémite et refuser de cautionner la confusion et le complotisme. C'est pourquoi nous appelons toutes celles et ceux qui rejettent l'antisémitisme et toutes les formes de racisme à se rassembler avec le RAAR et les autres organisations soutenant cette démarche... ». Comme en février, l'appel était signé par la plupart des organisations progressistes, y compris la gauche juive... sauf l'UJFP. Sans explication publique pour l'absence de notre signature. Cette fois-ci nous étions absents du rassemblement. Et comme en février, nous avons soigneusement omis d'annoncer la tenue de ce rassemblement sur notre site web. La polémique entre le RAAR et les JJR n'une part et l'UJFP d'autre part battait son plein mais le monde extérieur l'ignorait, y compris nos partenaires.

En guise de « consolation » la Coordination nationale de l'UJFP a publié une déclaration le jour même du rassemblement, le 19 septembre, qui dénonce – comme il se doit mais sans nommer personne – ceux à l'extrême gauche qui sous-entendent que le mouvement ouvrier ne fait pas assez pour lutter contre l'antisémitisme. Nous visions le RAAR dans cette critique mais à lire le texte, personne à l'extérieur de nos rangs ne pourrait le savoir. Un bis répéta de notre bourde de février. Cette fois-ci le texte était cosigné par l'UJFP et d'autres organisations et personnalités qui nous sont proches. Au rassemblement même une demi-douzaine d'adhérents de l'UJFP sont venus de leur propre chef – certains en arborant le badge de l'association – mais ils étaient quand même essentiellement invisibles (pas de drapeau, pas de banderole, pas de tract). Ils n'ont pas été « agressés » sur place. Visiblement la Coordination nationale ne sait pas faire face aux assauts sectaires indéniables du RAAR et nous enfonce un peu plus chaque fois dans notre nombrilisme.

On ose croire que l'UJFP serait capable d'apprendre de ses erreurs mais ce n'est visiblement pas toujours le cas. Pour commencer la Coordination nationale doit faire preuve d'un peu moins de sectarisme dans ses choix d'action (ou d'inaction) et un peu plus de modestie dans la rédaction de nos communiqués, surtout lorsqu'on s'adresse à nos alliés.

Richard Wagman